

Expertise France, agence française d'expertise technique internationale, participe à la politique de coopération, d'aide au développement et d'influence économique de la France, en répondant à la demande croissante en expertise des pays pour construire des politiques publiques qui répondent à leurs défis institutionnels, économiques, démographiques, sociaux et environnementaux.

Expertise France accompagne ses partenaires et clients dans la mise en place de politiques publiques dans les domaines du développement durable, du développement économique, des finances publiques, de la gouvernance et droits humains, de la protection sociale et de l'emploi, de la santé, et des questions relatives à la stabilité, la sûreté et la sécurité.

Expertise France recrute : Un.e expert.e long-terme, projet d'appui à la lutte et à la prévention contre la corruption et contre le crime organisé en République de Moldavie

Département gouvernance - GOUV > Pôle Justice et Réforme de l'Etat



EUROPE



MOLDAVIE



CHISINAU

Description de la mission

L'expert.e long-terme sera mobilisé.e dans le cadre du projet d'appui à la lutte contre la corruption et le crime organisé en République de Moldavie, projet financé par l'Union européenne et par le ministère français de l'Europe et des Affaires Etrangères. Ce projet vise à **renforcer les capacités opérationnelles et l'intégrité des organes judiciaires moldaves en vue d'améliorer les poursuites et d'aboutir à des condamnations définitives**. Il s'inscrit dans le cadre de la politique d'élargissement de l'Union européenne. Le poste est basé.e à Chişinău, au sein d'une équipe projet pluridisciplinaire et internationale.

Plus précisément, l'expert.e long-terme sera en charge de :

- Contribuer à définir la planification des activités et des ressources conformément à l'Agenda de réforme de la Commission européenne ;
- Entretenir et faciliter les relations avec les institutions bénéficiaires moldaves (*National Anticorruption Center* (équivalent OCLCIFI), *Anti-Corruption Prosecutor's Office* (équivalent PNF) *Office for the Prevention and Fight against Money Laundering* (équivalent Tracfin) et autres institutions impliquées dans la lutte contre la corruption/le blanchiment) ;
- Cadrer et suivre le travail de l'expertise mobilisée, apporter une contribution technique et qualitative aux termes de référence des missions court-terme ; contribuer à l'organisation technique des missions en coordination avec les parties prenantes en Moldavie ; superviser et coordonner leur travail et assurer le suivi technique post-mission ;
- Contribuer à la rédaction des rapports techniques requis dans le cadre du contrat bailleur (rapport de démarrage, rapports intermédiaires et finaux) ;

- Travailler en coordination étroite avec l'opérateur CIVIPOL et le PNUD Moldavie, responsables de deux composantes du projet ;
- Contribuer à assurer la bonne coordination du projet avec d'autres initiatives et projets internes et externes des partenaires techniques et financiers ;
- Contribuer à la communication entre le siège et le terrain, avec le soutien du chef de projet adjoint ; participer aux exercices internes EF de revue du projet ;
- Contribuer à l'organisation/la supervision du travail de l'équipe projet et veiller à la bonne mise en œuvre des activités ;
- Contribuer à la définition et à la mise en œuvre d'une stratégie de visibilité conforme aux directives de l'Union européenne et du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères ;
- Participer aux exercices de suivi/évaluation du projet ;
- Assurer des fonctions de représentation.

Description du projet ou contexte

Projet d'appui à la lutte et à la prévention contre la corruption et contre le crime organisé en République de Moldavie

Le projet vise à soutenir, d'ici 2029, la Moldavie dans la mise en place de systèmes de justice, de poursuite et d'enquête efficaces, efficients, indépendants et responsables, capables de lutter contre et de prévenir la corruption, la criminalité organisée et financière (y compris le blanchiment d'argent).

Ce projet est constitué des composantes suivantes :

1. Renforcement des capacités pour conduire et coordonner les investigations sur l'anti-corruption et les crimes financiers (y compris le blanchiment d'argent) ;
2. **Renforcement des capacités opérationnelles et de l'intégrité des organes judiciaires pour une amélioration des poursuites judiciaires et des condamnations définitives ;**
3. Cadre d'intégrité – Intégration de l'anti-corruption dans les différents services publics ;
4. **Coordination du projet et du Secrétariat des bailleurs anti-corruption en Moldavie.**

EF a été mandaté par l'Union européenne afin de travailler sur les **composantes 2 et 4**.

Le projet est financé par l'Union européenne et l'Etat français, pour un total de 10 250 000 €, dont **7 250 000 €** pour l'enveloppe financière dont EF aura la charge. **La durée de mise en œuvre prévue est de 36 mois (trois ans).**

Profil souhaité

Qualifications, compétences et expériences

- Magistrat de l'ordre judiciaire en exercice ;
- Expérience sur les sujets de lutte contre la corruption, criminalité financière (y compris le blanchiment d'argent) et crime organisé ;
- Bonne compréhension du processus d'élargissement de l'UE et solide connaissance de l'acquis communautaire dans les domaines concernés (lutte contre la corruption, criminalité financière – y compris la lutte contre le blanchiment d'argent –, criminalité organisée, etc.) ;

- Connaissance et/ou expérience préalable dans le pays/dans la région serait un atout (non obligatoire) ;
- Une expérience préalable dans le cadre d'un projet de coopération est un atout (non obligatoire) ;
- Capacité à travailler de manière autonome et sens aigu des responsabilités ;
- Excellentes compétences en matière de coordination et de travail d'équipe ;
- Solides compétences interpersonnelles et interculturelles, sens de la diplomatie ;
- Capacité à élaborer des plans d'action complexes et à coordonner leur mise en œuvre ;
- Excellente maîtrise de l'anglais écrit et parlé ; la connaissance du roumain serait un atout (non obligatoire) ;
- Capacité à rédiger des rapports de mise en œuvre.

Informations complémentaires

- Date de prise de fonction : Automne 2026
- Documents à soumettre : CV et lettre de motivation **(2 pages maximum)**

Date limite de candidature : 7/09/2026 - 10:00 Paris